

Maduro : un dictateur ?

Nicolás Maduro est-il un dictateur impitoyable ou le gardien d'une forteresse assiégée ? Dans un pays déchiré par les sanctions et la « guerre électorale », la réalité est plus complexe que ce que les gros titres occidentaux nous laissent croire.

Par [Marc Vandepitte](#)

Mondialisation.ca, 07 janvier 2026

Région : Amérique latine & Caraïbe
 Analyses: "Putsch" au Venezuela



Nicolás Maduro Moros (1962) est issu d'une famille ouvrière et a été formé au sein du mouvement syndical. Il a travaillé comme chauffeur de bus dans le réseau de métro de la capitale, Caracas, avant de devenir militant syndical.

Dans le cadre du projet chaviste autour du président Hugo Chávez, il a fait carrière en tant que député, ministre des Affaires étrangères (2006-2012) et, à partir d'octobre 2012, vice-président. Lorsqu'un Chávez mourant l'a désigné en décembre 2012 comme son successeur, il l'a fait avec un message clair : Maduro était l'homme capable de garantir l'unité du PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela) et les acquis sociaux.

Un héritage très lourd

Maduro a toutefois hérité d'une tâche extrêmement lourde. Là où Chávez pouvait compter sur un charisme presque mythique et des prix du pétrole records, Maduro a dû diriger le pays à une époque de pénurie et d'agressions externes et internes sans précédent.

La présidence de Maduro est indissociable de la « guerre hybride » déclenchée par les États-Unis. Alors que les médias internationaux se focalisaient sur son prétendu manque de charisme personnel par rapport à son prédécesseur, Maduro a construit une stratégie de survie pour son pays face à un régime de sanctions étouffant imposé par Washington.

Les mesures coercitives unilatérales, qui bloquaient les revenus pétroliers vitaux du pays, avaient pour objectif explicite de faire imploser l'économie vénézuélienne et de pousser la population à la révolte. Selon [un rapport du CEPR](#), [1] auquel Jeffrey Sachs a contribué, les sanctions économiques ont causé environ 40 000 décès supplémentaires au Venezuela en 2017-2018.

À la suite de l'état d'urgence économique et de la polarisation interne, plus de 7 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays. Il en a résulté une énorme fuite des cerveaux qui a encore affaibli l'économie.

Maduro n'a pas seulement subi une opposition économique. Sous son mandat, le Venezuela a été confronté à des tentatives de coup d'État soutenues par les États-Unis, comme l'échec de « l'Opération Gédéon » [2] et le gouvernement fantôme de Juan Guaidó [3] poussé par Washington.

S'y ajoute la polarisation. Pendant des années, l'écart entre riches et pauvres a été énorme. Chávez et Maduro ont tenté de le réduire, ce qui leur a valu un large soutien parmi les couches les plus pauvres. Dans les classes les plus aisées, cela a produit l'effet inverse : la résistance y était, et reste, très forte.

Cela se reflète aussi dans les médias. Comme ailleurs en Amérique latine (et chez nous), les médias commerciaux sont aux mains de grands groupes capitalistes, qui adoptent une ligne anti-Maduro virulente. Dans les médias publics, on entend au contraire le son de cloche opposé.

Les médias commerciaux ont un impact énorme sur la société vénézuélienne. Environ 70 % des stations de radio et de télévision sont aux mains du secteur privé. Seule une petite minorité est directement la propriété de l'État.

Le parcours de Maduro

Malgré la polarisation, les tentatives de déstabilisation et la manipulation du processus politique par les États-Unis, Maduro a su préserver l'unité au sein des forces armées et du PSUV.

Pendant son mandat, Maduro a déployé de grands efforts pour renforcer la société civile. Les « comunas » (communes) [4] ont reçu un important pouvoir de décision et une autonomie accrue pour l'organisation des quartiers. Malgré l'inflation galopante, Maduro a réussi à maintenir les programmes sociaux (*Misiones*) [5] sous une forme adaptée.

Des *milicianos* et des *colectivos* ont également été créés. Ce sont des milices citoyennes principalement destinées à résister à une éventuelle intervention étrangère ou à des troubles organisés à l'intérieur du pays. Au total, cela concerne environ 4 millions de Vénézuéliens.

On peut dire beaucoup de choses sur ces milices, mais elles ont en tout cas permis au Venezuela de ne pas sombrer dans la guerre civile après les tentatives d'éviction de Maduro, contrairement à ce qui s'est produit après l'intervention militaire en Libye en 2011.

Ces dernières années, l'économie vénézuélienne [repart à la hausse](#) et certains Vénézuéliens [retournent dans leur pays](#). Cela explique aussi en partie pourquoi Maduro a remporté les élections en 2024 (voir plus loin).

Sur le plan international, Maduro a mené, dans les traces de Hugo Chávez, une politique anti-impérialiste infatigable. Sous sa direction, le Venezuela a servi de moteur à l'intégration latino-américaine, avec pour objectif de faire front contre l'ingérence des États-Unis à l'œuvre depuis des décennies.

En forgeant des alliances stratégiques avec des pays comme la Chine, la Russie et l'Iran, Maduro a effectivement défié l'hégémonie de Washington. Cette orientation vers un monde multilatéral – dans lequel l'Amérique latine et le Venezuela ne sont plus « l'arrière-cour » des États-Unis – a fait du pays, outre ses grandes réserves de pétrole, la cible principale de l'agression américaine.

Droits humains

Les critiques reprochent à Maduro des dérives autoritaires et des élections contestées. On peut dire beaucoup de choses sur ces deux points, mais pour en avoir une image fidèle, il est nécessaire de regarder les circonstances et le contexte en face, tout en tenant compte de la couverture médiatique très orientée.

Tout d'abord, nous parlons ici d'un pays assiégé, qui a dû gérer au cours des dernières décennies plusieurs coups d'État et des déstabilisations internes. Ignace de Loyola, le fondateur des jésuites, savait déjà au XVI^e siècle que tout dissident dans une forteresse assiégée est rapidement considéré comme un traître.

En raison du fossé entre riches et pauvres, l'Amérique latine est en outre le continent ayant le plus haut degré de violence sociale et politique. Dans un Venezuela fortement polarisé, ce type de violence est encore plus présent. Pendant les blocages de rues (*guarimbas*) en 2013, des dizaines de policiers et de civils ont perdu la vie à cause d'actions d'opposants politiques. Un scénario identique s'est répété après presque chaque élection.

Dans un tel contexte de violence et de siège, les limites du maintien de l'ordre sont facilement dépassées. Cela ne se justifie pas, mais depuis notre position sûre et insouciant, un peu de modestie est de mise.

De plus, nous devons être particulièrement prudents avec les informations concernant une éventuelle répression inutile ou inadmissible. Ainsi, un rapport de l'ONU de 2017 sur les droits humains au Venezuela était particulièrement critique envers le gouvernement, évoquant des violations flagrantes et même des exécutions.

Mais le juriste international et ancien expert indépendant de l'ONU Alfred De Zayas a réduit ce rapport en pièces. Selon lui, l'équipe de l'ONU qui l'avait rédigé était « peu professionnelle, très idéologique, néoconservatrice et a priori opposée à la révolution bolivarienne ».

Il était aussi basé « sur des sources peu fiables » et « ignorait une grande partie des informations du gouvernement sur les victimes des émeutes de rue ». Un rapport de l'ONU en dit parfois plus sur les rapports de force au sein de l'organisation que sur la situation réelle sur le terrain.

Les médias commerciaux n'ont tenu aucun compte de cette critique et ont largement relayé les conclusions initiales parce qu'elles s'inscrivaient parfaitement dans leur ligne idéologique. C'est de ce genre d'informations orientées que le citoyen moyen dépend pour s'informer. La vigilance est donc de mise.

Démocratie

Un deuxième reproche concerne le manque de démocratie. Ici aussi, le contexte est primordial pour former un jugement équilibré. Depuis que Chávez a remporté la victoire aux urnes en 1998, les États-Unis ont tout fait pour orienter à leur guise toutes les élections suivantes. Il n'est pas exagéré de parler de « guerre électorale ».

Des candidats de droite ont reçu des conseils et un soutien financier. Des instituts de sondage à la réputation douteuse ont organisé des enquêtes et des sorties d'urnes livrant systématiquement des résultats défavorables au camp de gauche. Des membres de l'opposition ont été incités à infiltrer le conseil électoral.

Lors de l'élection présidentielle de 2024, un scénario détaillé a été élaboré pour manipuler le scrutin, allant d'actions de sabotage à l'organisation d'un « décompte parallèle » et d'émeutes post-électorales. Les principaux éléments de ce scénario avaient même été publiés à l'avance par un expert en guerre psychologique et en désinformation.

À l'avance, les États-Unis avaient déclaré qu'ils n'accepteraient le résultat que si le candidat de (l'extrême) droite gagnait. Selon le résultat officiel, Maduro a obtenu 52 % et le candidat de l'opposition 43 %. Selon le propre décompte de l'opposition, Maduro n'aurait obtenu que 30 % contre 69 % pour eux.

Presque le monde entier a adopté la version de l'opposition et des États-Unis. Pourtant, divers sondages récents montrent que l'opposition ne bénéficie pas d'un soutien massif. En octobre, 91 % des Vénézuéliens avaient une opinion défavorable de María Corina Machado, la figure de proue de l'opposition. Un sondage d'un autre institut en décembre le confirme. En outre, 80 % des personnes interrogées considèrent le prix Nobel de la paix attribué à Machado comme une farce.

Même Donald Trump, avec qui Machado a collaboré étroitement, a indiqué qu'elle « n'a pas le soutien ni le respect nécessaires dans le pays » pour être une dirigeante crédible.

Depuis que Maduro est devenu président en 2013, il y a eu 12 élections et un référendum. C'est beaucoup pour un « dictateur ». On peut toutefois se demander s'il est pertinent d'organiser des élections dans un contexte de guerre électorale, et comment un système politique peut se protéger contre tant d'hostilités externes et internes sans en miner le caractère démocratique.

Quoi qu'il en soit, qualifier Maduro de « dictateur » revient à ignorer la réalité complexe d'une guerre hybride et d'une polarisation extrême. Cela n'exonère pas Caracas de ses responsabilités, mais appelle à un regard sobre sur une démocratie sous siège permanent, plutôt qu'à des caricatures simplistes.

Marc Vandepitte

Notes :

¹ CEPR : Le Center for Economic and Policy Research est un groupe de réflexion indépendant à Washington, D.C. (fondé en 1999) qui produit des analyses sur les politiques économiques et sociales.

² Opération Gédéon : Incursion armée ratée (3-4 mai 2020) au cours de laquelle des dissidents vénézuéliens, aidés par l'entreprise privée américaine Silvercorp USA, ont tenté d'entrer au Venezuela par la mer pour arrêter ou destituer Nicolás Maduro. L'opération a été déjouée par les forces de sécurité.

³ Juan Guaidó : Homme politique d'opposition qui s'est proclamé président par intérim en 2019. Bien que reconnu par de nombreux pays occidentaux, sa stratégie a échoué et son gouvernement intérimaire a été dissous par l'opposition elle-même fin 2022.

⁴ Les comunas : Structures locales d'autogouvernement où les habitants décident des projets et services de leur quartier.

⁵ Les Misiones : Programmes sociaux incluant les soins de santé de quartier, l'alphabétisation, l'accès à l'enseignement supérieur, les marchés alimentaires subventionnés et la construction de logements sociaux à grande échelle.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Marc Vandepitte](#), Mondialisation.ca, 2026

SHOP GLOBAL RESEARCH

Articles Par :

Marc Vandepitte

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

[Vie privée](#)

Copyright © 2005-2026 Mondialisation.ca